

Au Burundi, un proviseur français accusé de harcèlement reste en poste

Mediapart, 3 juillet 2022 Accusé de harcèlement, de sexisme et de recours à la prostitution, le proviseur de l'école française de Bujumbura est toujours en poste, malgré de nombreuses alertes à l'ambassade de France et au ministère des affaires étrangères. Sur le papier, l'école française de Bujumbura a de quoi faire rêver : un grand terrain arboré en plein centre de la capitale burundaise, plusieurs bibliothèques, une mini-ferme, un potager. Le règlement intérieur de l'école, qui compte un peu plus de 400 élèves de la maternelle au lycée, rassure sur l'ambiance qui y régne : à l'école française, on apprend et pratique « la tolérance, le respect de l'autrui, l'égalité entre les sexes, le refus de toute discrimination », et « toute forme de violence psychologique, physique ou morale » est proscrite.

Une partie de l'équipe enseignante accuse pourtant la direction de l'école, et en particulier son proviseur « un détaché de l'éducation nationale française » de passer outre ces principes. Dans huit témoignages écrits que nous avons pu consulter, des enseignants et ex-enseignants de l'école dénoncent un « climat de peur », de « harcèlement », d'intimidation, ainsi que des propos jugés sexistes et islamophobes. Un neuvième témoignage porte sur de possibles faits de recours à la prostitution et d'encouragement à la prostitution (interdits par la loi tant française que burundaise).

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Un signalement adressé le 8 juin à la procureure de Paris par la sœur des Français de l'étranger MAF sur les agissements présumés de ce proviseur, Didier T. Malgré cela, aucune enquête interne n'a été lancée ni par l'ambassade de France (dont un représentant siège au comité exécutif de l'école), ni par le ministère de l'éducation nationale français (dont le proviseur est un personnel détaché), ni par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger - l'AEFE (dont l'école est partenaire). Alertée à plusieurs reprises, l'ambassade de France n'a pas tardé à prendre la mesure de la gravité potentielle des faits rapportés, rédigeant à plusieurs reprises, dans des documents internes, ces accusations de « mauvais management », et mettant deux mois à recevoir les plaignants. Le ministère des affaires étrangères assure que l'ambassade a « apporté écoute et accompagnement aux parties concernées ». Des fonctionnaires français ayant eu connaissance du dossier regrettent pourtant le « mal pris » avec lequel ces témoignages auraient été traités. Également contactés, le ministère de l'AEFE n'ont pas souhaité réagir. Le proviseur, lui, nie la plupart des faits reprochés et s'estime victime d'une « manipulation » venant d'employés mécontents des formes qu'il aurait impulsées à l'établissement. « Climat de peur » Arrivé au Burundi début septembre 2020, le directeur de l'école française a rapidement instauré un climat singulier au sein de ses équipes, rapportent les témoignages à l'origine destinés aux autorités françaises dont nous avons pu prendre connaissance. Un épisode en particulier a marqué les esprits. En 2020, alors qu'il passe ses premiers jours au Burundi en quarantaine Covid dans un hôtel de la capitale, Didier T. rencontre deux enseignantes de l'école française, confinées dans le même hôtel que lui. Lire l'intégralité de Mediapart

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});